La Commune

Pour un programme anticapitaliste

1er congrès du NPA

La crise mondiale du capitalisme est désormais bien là. Finis les beaux discours qui nous chantaient que le capitalisme est le meilleur système possible, qu'il suffit d'en corriger les excès pour permettre le progrès de la société, au bénéfice de tous. Partout dans le monde, les ravages de la crise s'étendent. Renflouant les banques et les entreprises à coups de milliards puisés dans les fonds publics, les gouvernements bourgeois n'ont gagné qu'un répit, d'ailleurs au prix d'une augmentation spectaculaire de l'endettement. Partout à l'ordre du jour : chômage, baisse des salaires, remise en cause des acquis arrachés par les générations ouvrières précédentes ... l'absurdité du système capitaliste s'étale au grand jour : d'un côté on manque de tout, de l'autre on produit trop. Mais le prix à payer pour le maintien du capitalisme, de l'économie de profit, ne se limite pas à cela. l'anarchie capitaliste, son incapacité à planifier l'utilisation des ressources naturelles, font courir les plus grands risques à la planète elle-même. Du réchauffement climatique à la pollution atmosphérique, on pourrait multiplier les exemples. La conclusion s'impose d'elle-même : face à la crise générale du capitalisme, il n'existe pas d'autre choix que de tout faire pour en finir avec ce système.
Nous soumettons donc aux militants du NPA, et au delà aux travailleurs, aux jeunes qui sympathisent avec nos idées, ces éléments pour un programme de notre parti.
Le terme est volontairement limitatif : ce document n'aborde pas tout et ne prétend pas le faire. Plus modestement, il contient les mots d'ordre pour lesquels peut et doit s'effectuer la mobilisation, ceux qui doivent être l'ossature de la politique de notre parti. Dans son fondement, ce document est donc avant tout l'embryon d'un programme de lutte, de la défense des revendications immédiates des travailleurs, des jeunes, jusqu'à la question du gouvernement des travailleurs, dans une Europe débarrassée du fléau capitaliste.
C'est dire que ce document, malgré sa modestie, touche aux questions essentielles qui sont posées aux membres du NPA, à tous ceux qui militent contre ce gouvernement et plus largement contre le capitalisme. Discutons-en !
Le 30/10/2010

Aux origines de la récession

La crise économique qui s'est déclenchée en 2007 n'est pas un accident. Elle est au contraire inscrite dans le fonctionnement même d'un système dont le moteur réside dans les profits d'une minorité privilégiée.
Pour comprendre ce qui se déroule, on doit remonter aux conditions de l'après-guerre. l'impérialisme US émergea alors comme la puissance dominante, quasi hégémonique. Il lui revint alors d'impulser la reconstruction, ce furent les "30 glorieuses". La supériorité américaine permit d'imposer aux autres puissances capitalistes les institutions économiques et politiques qui servaient le mieux les intérêts US, en assurant notamment la prééminence du dollar. Mais pour sauver le système entier, l'impérialisme américain fut forcé d'assurer la relève de ses concurrents, redevenus de redoutables adversaires dès la fin des années 60. Dès cette époque, les taux de profits partent à la baisse.
En 1971, la convertibilité du dollar en or à taux fixe était abrogée - l'impérialisme US faisait ainsi endosser par ses concurrents sa politique monétaire. Entre 1971 et 1983, le volume des dollars en circulation décuple, son cours s'effondre, sans que cela ne puisse sortir l'économie mondiale du marasme. Surproduction, inflation et récession se combinent, avec les conséquences qu'on sait, avant tout la montée du chômage au sein des principales puissances impérialistes.
Face à un effondrement imminent, les bourgeoisies impérialistes entament dès 1978 un "tournant monétariste", sous la houlette de Thatcher et Reagan. Il sera étendu de proche en proche à tous les pays occidentaux. l'idée était de garantir la stabilité monétaire afin de créer les conditions de la reprise de la production. Évidemment, cette politique impliquait de s'attaquer sans merci aux acquis dont avaient pu bénéficier les classes ouvrières occidentales depuis 1945, ce qui fut fait partiellement. Elle impliquait aussi de mener une véritable politique de pillage des pays dominés, ce qui eut des conséquences dramatiques en Amérique Latine ou en Afrique.
Il est évident que cette politique a eu des effets désastreux pour les diverses classes ouvrières occidentales. Les taux d'exploitation n'ont pas cessé de grimper et les profits avec eux, au détriment des salaires.
Mais la contraction de la demande induite par cette politique a interdit une reprise tirée par l'investissement et la consommation. En limitant les capacités d'achat de larges couches de la population mondiale, le capitalisme réduisait encore plus les débouchés à ses marchandises, accentuait la surproduction récurrente. Bien que nombre de besoins humains élémentaires ne soient pas satisfaits, la société produisait trop de marchandises relativement aux lois de la propriété privée des moyens de production !
En d'autres termes, ni les politiques "de relance", ni celles "de rigueur" ne furent en mesure de relancer la machine capitaliste sur

des bases assainies. Dès lors, c'est par le recours aux capitaux fictifs, à un endettement de plus en plus fantastique, à la financiarisation à outrance, que le système capitaliste a pu se survivre à lui-même.
Tout le problème est qu'un tel mécanisme ne peut durer indéfiniment. Dès lors, on comprend mieux la répétition des crises qui ont rythmé l'actualité depuis 1987.

Crise économique...

A l'origine immédiate de cette crise, il y a la surproduction de logements, évidente dès 2005 aux États-Unis. Mais il faut rappeler que cette situation est elle même le produit de la politique économique mise en oeuvre à partir de 2002 pour échapper aux conséquences du krach dit des "Nouvelles Technologies".
Partant de l'immobilier, la crise s'est ensuite déployée au secteur bancaire : les livres de compte des grandes banques regorgeaient de créances douteuses. Dans ces conditions, les États ont dû intervenir et financer sur fonds publics le sauvetage de nombre d'établissements. D'où la montée en flèche de la Dette publique dans la quasi-totalité des pays développés.
La crise en cours est la plus grave depuis celle de 1929, rappelons que celle-ci ne fut en définitive résolue que par la 2° guerre mondiale et les destructions qu'elle causa. Il n'y aura pas de " reprise " sans dommages. Il est au contraire déjà certain qu'une période de récession durable est devant de nous. Tout ceci donne une idée de l'offensive en gestation contre les travailleurs. Aucun acquis, aucune position du mouvement ouvrier ne sera à l'abri. C'est à des affrontements de classe d'ampleur historique qu'il faut nous préparer.
D'autant plus qu'en ce qui concerne les vieilles puissances impérialistes d'Europe, ce qui est en jeu, c'est tout simplement la préservation de leur place à l'échelle du monde face à de nouveaux et redoutables concurrents.

... et environnementale

Évidemment, la crise économique se combine avec les dommages que le mode de production capitaliste inflige à la planète jour après jour. La " libéralisation " en cours depuis les années 80 a d'ailleurs été un puissant encouragement au pillage systématique des ressources naturelles.
Tout le monde sait ce que signifie le réchauffement climatique, la pollution atmosphérique, etc. Une planification de l'exploitation des ressources naturelles à l'échelle mondiale est indispensable. Pourtant, les résultats du sommet de Copenhague illustrent une fois encore que ce n'est pas du côté des gouvernements, de l'ONU, ce syndicat mondial des impérialismes, qu'on trouvera réponse à cette nécessité.
l'Humanité risque de payer le prix fort pour la survie du capitalisme. Seul un mode de production basé sur la planification sociale de l'exploitation des ressources pourra assurer la préservation des conditions d'existence sur la planète.

La seule perspective : le Socialisme !

C'est bien de faillite sociale, économique, environnementale..., dont il faut parler à propos du capitalisme. Rien n'est plus urgent que d'en finir avec un tel système.
A la racine de cette faillite, il y a le capitalisme et ses exigences. Ce mode de production est mû par le profit, et rien d'autre. En permanence l'intérêt collectif se heurte aux exigences des capitalistes, à leur soif de profits - qu'il faut obtenir le plus rapidement, le plus facilement possible. Rien d'autre ne compte et certainement pas l'intérêt collectif.
C'est pourquoi nous affirmons :
Il faut organiser l'économie sur une autre base que la propriété privée : celle de la propriété collective des moyens de production et d'échange. Il faut le Socialisme !
Seul un tel système permettra que la production soit conduite de manière planifiée, en partant des besoins sociaux, de la nécessité de préserver les équilibres naturels.
La raison d'être du NPA est d'impulser l'activité politique qui rende possible la rupture avec l'économie de profit, la mise en place d'un gouvernement des travailleurs, expropriant le Capital et avançant vers le Socialisme.

Pour les revendications, Pour le gouvernement des travailleurs

Les principaux partis de gauche et les directions syndicales s'accordent aujourd'hui pour considérer que le capitalisme serait un horizon indépassable. Dans le contexte de la crise actuelle, ils cachent à peine leur accord général avec les mesures prônées par la classe dominante. Tout au plus se limitent-ils à " revendiquer " de les atténuer à la marge.
l'acceptation dans les faits par le PS du recul de l'âge de départ à la retraite est représentative de cette logique.
De même, on sait que les partis du Front de Gauche préconisent une politique "keynésienne" "fondée sur la relance par la consommation". Les dirigeants de ces partis savent en fait parfaitement que cette politique est une utopie réactionnaire, le recours à ces arguments a pour seul objectif de justifier leur refus de mettre en cause le capitalisme. Comment peut-on nous faire croire que d'eux-mêmes, volontairement, les capitalistes accepteraient de bonne grâce d'augmenter les salaires alors qu'une

telle augmentation les pénaliserait dans la concurrence internationale ? Comment peut-on vouloir nous faire avaler que les capitalistes vont maintenir et développer les services publics, l'instruction publique uniquement par une pression" institutionnelle, parlementaire ou parce qu'on va les en prier alors que les États capitalistes sont pris à la gorge par une dette publique abyssale qui les mène à la banqueroute ? Pour maintenir le niveau de vie, préserver les conditions de travail, augmenter les salaires, défendre services publics, instruction publique et protection sociale, il faut une rupture avec la logique des profits, de la concurrence, du marché. Les tentatives d'utiliser l'État, les institutions, dans le cadre du système actuel pour obtenir des avancées pour les travailleurs sont une impasse. Aucune des avancées sociales que nous connaissons n'a été donnée, octroyée par les classes dirigeantes. Elles ont toutes été arrachées par la lutte.
Pour toutes ces raisons, le NPA avance un programme de lutte, un plan d'urgence qui permettra aux travailleurs de rassembler leurs expériences, de s'organiser pour construire des luttes de masse.
Mais notre objectif va au-delà : il s'agit aussi de construire les luttes d'aujourd'hui en leur donnant la seule perspective politique viable pour la majorité, le Socialisme.
C'est le sens d'un programme de transition : lier les luttes d'aujourd'hui à cette perspective, à celle d'un gouvernement des travailleurs.
Nos revendications partent donc des mots d'ordre et des discussions qui sont repris dans les luttes, mais se situent aussi un pas en avant, pour poser le problème du contrôle par les travailleurs, de la propriété privée des moyens de production, de l'État.

Nous ne paierons pas leur crise !

La crise actuelle a été déclenchée et empire en raison de la mainmise du capital financier sur l'économie, au point qu'il tient toute la société en otage, on le voit encore avec la comédie du chantage à la notation des "risque pays".
Il faut en finir avec le pouvoir des banques et des grandes entreprises. Il faut exproprier les établissements financiers, les fusionner en une seule banque, contrôlée par les travailleurs et la population. Un tel contrôle passe par la levée du secret bancaire, commercial et industriel.
Depuis les années 80, la Dette publique augmente en raison de la limitation des ressources publiques (baisses d'impôts, etc.). Son explosion depuis un an est le résultat immédiat de la gabegie capitaliste.
C'est pourquoi nous affirmons que cette dette n'est pas légitime.
Nous ne paierons pas leur Dette !

Préserver, développer la protection sociale

La bourgeoisie n'a cessé de réduire la part des richesses qui va aux salariés et de vouloir démanteler leur système de protection sociale basé, depuis 1945, sur le salaire différé, ou salaire socialisé.
Nous revendiquons l'abrogation de toutes les lois et dispositions accumulées contre les retraites, dont bien sûr la récente loi Sarkozy-Woerth, le retour aux 37 œ années de cotisations, la retraite à taux plein à 60 ans, 55 ans pour les professions pénibles, et pas une retraite en dessous du SMIC.
Ces revendications n'ont de sens que par la lutte pour défendre le système de Sécurité Sociale basé uniquement sur les salaires. Ce qui signifie :
- la récupération et la suppression des exonérations de cotisations patronales (plus de 32 milliards d'€ pour les 15 dernières années !).
- l'abrogation des dispositifs visant à la maitrise comptable des dépenses de Santé, c'est-à-dire la limitation des soins en fonction des exigences patronales (loi de financement de la SS issue du plan Juppé de 1995).
- augmenter les salaires et les minima sociaux, lutter pour l'interdiction des licenciement (chaque chômeur supplémentaire signifiant une cotisation en moins à la Sécu).
Par ailleurs, depuis 1967 et les ordonnances gaullistes sur la Sécurité Sociale, les travailleurs ont été peu à peu expulsés de la gestion des caisses, de la gestion de fonds qui leur appartiennent (salaire différé).
Il faut leur en rendre le contrôle dans le cadre d'organismes élus, ainsi que c'était le cas auparavant.

Pour le droit à la Santé

La Santé publique est aussi l'objet d'une offensive en règle. l'objectif est limpide : liquider le système actuel et le remplacer par un système pour l'essentiel privatisé, "à l'américaine".
Soigner des populations "improductives", par exemple les retraités, s'oppose en effet à la logique du profit capitaliste. Les capitalistes n'accepteront une politique de soins universelle que contraints et forcés.
Face à l'offensive en cours, nous nous situons en défense du système actuel et revendiquons notamment l'abrogation de la réforme Bachelot, des diverses mesures visant à mettre en place le cadre de la privatisation (T2A, réforme de l'AP-HP...).
Au-delà, on ne peut ignorer que le domaine de la santé à permis à nombre de capitalistes de réaliser des profits juteux : dans la pharmacie, les services médicaux, etc.
Il n'est pas acceptable de se remplir les poches sur le dos des malades et de la Sécurité Sociale (donc des travailleurs). Les trusts de la pharmacie (Sanofi...), de l'hospitalisation privée (Générale de Santé...), doivent être expropriés et fusionnés au sein d'un service public de Santé réellement universel.
Nous exigeons la suppression du forfait hospitalier, une invention de la "gauche "au pouvoir, qui asphyxie financièrement malades et mutuelles.
Enfin, nous militons pour l'arrêt immédiat des déremboursements des médicaments, le rétablissement des remboursements et la

levée de toutes les menaces contre les affections de longue durée.

Défense de l'Enseignement Public

l'accès à l'Enseignement Public est un droit élémentaire. Vues les sommes en jeu, on imagine aisément que les capitalistes n'ont cessé de multiplier les mesures menant à son démantèlement, à un système largement privatisé. En fait depuis les années 60, les réformes allant dans ce sens se succèdent l'une à l'autre.
C'est pourquoi nous militons :

- pour l'abrogation des réformes LMD et LRU dans le supérieur, contre le démantèlement du CNRS.
- Contre la réforme des lycées, la masterisation, le démantèlement en cours des IUFM.
- Contre le projet des EP2P dans le primaire, première étape vers le démantèlement du statut et l'ouverture au privé
- Pour le rétablissement des postes supprimés depuis 2007 et la remise en place de la carte scolaire, seul moyen d'assurer l'égalité d'accès à l'Enseignement public.

l'offensive contre l'Enseignement public est bien sûr complétée par toute une série de mesures visant à favoriser les établissements privés et/ou confessionnels. Notre parti se réclame évidemment des principes laïques, en premier lieu : Fonds publics à l'école publique.

C'est pourquoi le NPA
- défend le strict respect du caractère laïque de l'Enseignement public et exige la construction dans toutes les communes d'écoles publiques laïques
- revendique l'abrogation du statut scolaire d'Alsace-Moselle et des différentes lois qui permettent de manière directe ou indirecte le financement de l'enseignement confessionnel, de la loi Debré à la loi Carle...

Pour le droit au travail, l'interdiction des licenciements

La pression du chômage est sans doute la question centrale qui détermine les rapports de forces entre travailleurs et classe dominante. Nous devons imposer des mesures de sauvegarde de l'emploi :
l'interdiction des licenciements, qu'ils soient liés à des délocalisations, des réductions d'effectifs, des faillites ou des fermetures de filiales.
- l'arrêt immédiat de la politique de non remplacement d'un fonctionnaire sur deux partant à la retraite.
- La transformation de tous les emplois précaires en emplois stables.
- l'abrogation de toutes les mesures prises contre le Code du travail depuis ces trente dernières années.
- Le partage du travail entre tous par la réduction du temps de travail hebdomadaire sans perte de salaire, avec embauches correspondantes jusqu'à la disparition du chômage.

Ces mesures ne peuvent être que le résultat d'un rapport de force global, de mobilisations d'ensemble du monde du travail et de la jeunesse. Elles sont donc un cap dans les mobilisations sectorielles.

Des conditions de vie décentes pour tous

Notre parti soutient évidemment les revendications syndicales et ouvrières, notamment :
- 300 € d'augmentation pour tous, pas un salaire en dessous de 1 600 € nets.
-Pour les jeunes : présalaire d'autonomie, à hauteur du SMIC.
- Pas de revenu inférieur au SMIC, notamment pour les premières victimes du Capital, les chômeurs.

Au-delà, à l'heure où la crise capitaliste tend à remettre en cause un acquis après l'autre, la question de la préservation du pouvoir d'achat prend une importance extrême. La défense du pouvoir d'achat, la lutte pour son amélioration nécessite de se prononcer pour la réintroduction de l'Échelle mobile des salaires et des prix.
Il faut mettre en place un contrôle des prix par la population et ses organisations, en premier lieu les syndicats.

Contre le racisme et la répression

Les politiques racistes et répressives ont pour objectif de construire une Union sacrée autour de la République bourgeoise, de diviser les couches populaires, en rendant infréquentables les "classes dangereuses". Elles visent à écraser la main-d'oeuvre immigrée sous la pression. Elles permettent aussi de réprimer les mouvements sociaux.
C'est pourquoi les diverses mesures prises par le gouvernement Sarkozy depuis 2007 contre les immigrés, Loi Besson et autres...

doivent être abrogées, ainsi que les lois dites " sécuritaires " et toutes les lois, décrets et mesures discriminatoires des gouvernements successifs depuis la loi Defferre (1981), qui instaure " les centres de rétention administrative"
A l'opposé, nous défendons la liberté de circulation, d'installation, de travail, les pleins droits politiques pour les travailleurs d'origine étrangère. Le NPA est bien sûr à leurs côtés. Avec de nombreuses associations, il soutient la revendication : "des papiers pour tous !"

Revendications démocratiques

La V° République bonapartiste ("le coup d'État permanent") a été édifiée pour assurer le pouvoir personnel (aujourd'hui : celui de Sarkozy) et à normaliser par la force si nécessaire la classe ouvrière sous couvert de lutte contre "le régime des partis".
C'est ce qui explique la prééminence de la présidence de la République sur l'Assemblée, l'existence d'un Sénat conçu pour être sous la domination des notables locaux.
Pour toutes ces raisons, le NPA est opposé à la V° République et à ses institutions. Il se prononce en particulier pour des élections parlementaires à la proportionnelle intégrale.
Plus spécifiquement, le gouvernement UMP a multiplié les entraves à l'action ouvrière. Nous nous prononçons notamment contre les dispositifs de " Service Minimum ", dans l'Enseignement primaire comme dans les Transports, qui sont des armes anti grèves.
Au-delà, nous sommes des défenseurs acharnés de l'indépendance du mouvement ouvrier, opposés par principe à tout ce qui mène à la cogestion de l'État capitaliste.
C'est en particulier pour cette raison que nous nous opposons aux mesures sur la "représentativité syndicale" (lois d'août 2008, accords de Bercy dans la Fonction Publique). Ces mesures, signées également par la direction de la CGT et de la FSU ne visent qu'à développer le syndicalisme d'accompagnement tel qu'il est pratiqué par la CFDT.
Le NPA s'oppose aussi aux mesures vexatoires qui visent les femmes travailleuses ou les minorités sexuelles, par exemple (mais pas seulement) en matière d'adoption.

Contre la décentralisation, l'éclatement des statuts nationaux

Au coeur du projet gaulliste, il y avait la décentralisation/régionalisation. Non sans difficultés, cette politique est progressivement mise en oeuvre. l'objectif de ces mesures n'a rien de mystérieux : il s'agit d'adapter l'organisation politique et administrative du pays aux besoins économiques du capitalisme en crise.
Dans l'Enseignement ou la Santé publique, notamment, cette politique se conjugue à celle visant à privatiser des pans entiers du système.
l'aboutissement de ces mesures est d'en finir avec tout ce qui fonde l'unité du monde du Travail, ses statuts, son droit à bénéficier de services publics équivalents, indépendamment de toute condition de ressource ou géographique. C'est en particulier le sens des projets actuels de réforme territoriale.
Évidemment une telle architecture est incompatible avec les diverses garanties arrachées par le mouvement ouvrier depuis la guerre, en premier lieu le statut de la Fonction Publique. On sait que celui-ci est actuellement au coeur de l'offensive capitaliste, que le gouvernement travaille avec les bureaucraties syndicales à sa remise en cause dans le cadre du pseudo "dialogue social".
Pour toutes ces raisons, notre parti se prononce
- contre la régionalisation/décentralisation et pour l'abrogation de toutes les lois dites de décentralisation, à commencer par celles qui en sont les socles fondateurs : les lois de 1982-1983 élaborées et votées sous un gouvernement dit de " gauche ".
- pour la défense du statut de la Fonction Publique et contre le "dialogue social", c'est-à-dire la collaboration syndicats-patronat-gouvernement.

Préserver la planète

La question environnementale est aujourd'hui à juste titre une réelle préoccupation pour nombre de travailleurs.
Le dégoût suscité par la désinvolture avec laquelle la classe dominante menace la survie même de l'humanité, a fini par pénétrer les consciences au sein de notre classe et par ajouter au sentiment de révolte latente qui progresse chez les opprimés.
l'ampleur de la crise écologique en fait une question centrale : de l'apparition exponentielle des cancers et des maladies auto-immunes, en passant par l'accumulation des déchets nucléaires, et la déforestation jusqu'à l'urgence climatique, il y a urgence !
La grande majorité des courants "écologistes" acceptent globalement le cadre du capitalisme et n'ont d'autres perspectives que de s'en remettre au bon vouloir de ses dirigeants capitalistes. C'est s'interdire de s'attaquer aux racines de la situation.
A l'inverse, la méthode du NPA vise à relier en permanence la question sociale et les préoccupations environnementales , dans une perspective de rupture avec l'économie de profit.
Nous revendiquons notamment :
- Un plan de reconversion de l'outil énergétique des énergies fossiles (notamment nucléaires) vers des énergies renouvelables.
- Le développement massif de modes de transport alternatifs à la route.
- Une politique de rapprochement des lieux de production et de consommation.
Au-delà, le NPA s'oppose aux conceptions visant à rendre les travailleurs responsables de la situation. On sait que certaines "théories" présentent le mode de vie des travailleurs eux-mêmes comme le principal responsable des désastres auxquels nous assistons, ce qui revient à dédouaner le capitalisme de ses responsabilités et à culpabiliser les victimes elles-mêmes !

Contre "l'Union Européenne", pour les États-Unis socialistes d'Europe

La question de l'unité du continent a été au centre de la politique européenne depuis le début du XX° siècle. Sa fragmentation, économique, politique, culturelle..., est à l'origine de son déclin relatif, mais qui risque fort de s'accélérer.
Pour faire face à cette situation, l'impérialisme US et ses partenaires ont constitué progressivement l'Union européenne. Mais cette Union, fondée sur la "concurrence libre et non faussée", n'a pas pour objectif d'unifier l'Europe, la tâche est bien trop gigantesque pour les bourgeoisies décadentes d'Europe !
De cette Union Européenne, on ne retiendra que les traités réactionnaires (Maastricht, Lisbonne...) et les diverses réglementations visant à "moderniser" les pays membres sur la base des exigences capitalistes.
Encore depuis l'éclatement de la crise, l'UE a joué un rôle important, de coordination des diverses bourgeoisies d'Europe contre leurs populations laborieuses respectives.
C'est pourquoi, l'existence d'un gouvernement des travailleurs est incompatible avec la soumission aux traités de l'Union Européenne. Un tel gouvernement ne pourrait que rompre avec l'UE. Il ne s'agit évidemment pas de défendre un quelconque repli nationaliste. Bien au contraire, résoudre la crise européenne nécessite d'avancer vers l'unification du continent. Mais la condition de cette unification, c'est de procéder dans chaque pays à l'expropriation du Capital, à la mise en place de gouvernements anticapitalistes.
Seuls les travailleurs uniront l'Europe !

Solidarité internationale des travailleurs

Si la lutte de classes pour en finir avec le capitalisme, pour le socialisme, prend généralement une apparence nationale, son contenu n'est en pas moins international. C'est ce qui fonde l'internationalisme des militants anticapitalistes.
Le NPA veut être aux avant-postes de l'activité de solidarité ouvrière internationale. A cette étape, ces principes se concrétisent par les aspects suivants.
La question du sort réservé aux palestiniens par l'impérialisme et le sionisme a pris une valeur de symbole à travers le monde. Pour tous les peuples opprimés, la lutte acharnée de ce peuple pour son droit à l'existence, à disposer de lui-même, cristallise leur haine de l'impérialisme. Le NPA est évidemment à leur côté.
Nous combattons l'idéologie sioniste, une forme de racisme, et sommes aux avant-postes des campagnes de boycott de l'État d'Israël.
Pour tenter de maintenir un équilibre mondial que leur politique déstabilise constamment, les USA et leurs alliés, regroupés dans le cadre de l'OTAN, accroissent leur pression militaire. l'Afghanistan est le théâtre d'une guerre sans fin, comme aussi l'Irak. Contre le militarisme, le NPA défend le retrait des troupes françaises d'Afghanistan, d'Irak, la sortie de l'OTAN.
La France exerce toujours sa domination sur la majeure partie de l'Afrique, avec de multiples pillages et coups d'État. Pour que soit respecté le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il faut exiger le retrait des troupes françaises de "françafrique".

Le gouvernement des travailleurs

La satisfaction de nos revendications, la préservation de nos acquis exigent que le gouvernement Sarkozy UMP MEDEF soit défait et quitte la scène - le plus tôt sera le mieux.
Mais au-delà : quel gouvernement peut satisfaire les revendications ouvrières et populaires, celles de la jeunesse ?
A l'évidence, ce n'est pas une réédition de la pitoyable "gauche plurielle" qui sera en mesure de les satisfaire.
Seul un gouvernement des travailleurs, menant une politique radicalement anticapitaliste, sera en mesure de préserver les acquis, de satisfaire les revendications, en premier lieu celles énumérées ci dessus.
ce stade, l'Histoire tranchera. Il n'en demeure pas moins que c'est le seul objectif politique raisonnable que puisse s'assigner le mouvement ouvrier.
En tout cas, le coeur de la politique d'un tel gouvernement, appuyé sur la mobilisation de la classe ouvrière, de ses organisations et ses comités spécifiques, serait de mettre en oeuvre un plan de reconstruction économique, centré sur la défense urgente des besoins de la population laborieuse.
Mener cette politique nécessite évidemment de s'en prendre à la propriété capitaliste, d'en exproprier les industries- clés.
La libéralisation du commerce extérieur, du mouvement des capitaux s'est avérée être un puissant support pour mettre en concurrence les travailleurs d'un pays contre l'autre. C'est pourquoi le contrôle des mouvements de capitaux, du commerce extérieur, est indispensable.
Cela nécessite tout aussi clairement de dénoncer les divers traités impérialistes, de rompre avec l'OTAN, l'UE, etc., incompatibles avec la nature même d'un tel gouvernement.
Tels sont les grands traits de la politique du gouvernement pour lequel nous militons. En résumé, il s'agit de mettre en oeuvre la rupture avec l'économie de profit, le capitalisme, et de mener une politique permettant d'avancer vers le Socialisme.

Un parti pour les travailleurs

La crise actuelle va sans nul doute favoriser le développement de situations explosives. Des convulsions politiques d'ampleur sans précédent sont au devant de nous.
Mais quelle que soit leur ampleur, l'issue ne peut venir, dans chaque lutte, que d'un combat pour que les masses mobilisées prennent le pouvoir, et mettent à bas les fondements du capitalisme.
Toute l'Histoire le montre : le capitalisme ne sera pas liquidé sans une activité consciente visant à en finir avec lui, ce qui nécessite que les militants du Socialisme se regroupent en parti.

Une "gauche solidaire"... des capitalistes

Il suffit de voir l'activité des grands partis de gauche pour prendre la mesure de l'urgence qu'il y a à construire un authentique parti anticapitaliste dans ce pays.
A l'exigence du départ immédiat de Sarkozy et de son gouvernement, les directions du PS, du PCF et du PG, répondent qu'il faut attendre 2012 et une pseudo " révolution par les urnes ". Attendre ? Ce serait laisser à ce gouvernement le temps de commettre de nouvelles agressions, voire de se remettre en selle !
Et d'ailleurs que nous proposent-ils pour 2012 ? Une nouvelle mouture, encore plus droitière, de la "gauche plurielle"
Les partis susceptibles de rallier cette "gauche solidaire" ont bien sûr tous affirmé leur opposition à des revendications comme l'interdiction des licenciements, la rupture avec l'Union Européenne ou le boycott d'Israël.
Pour que les choses soient claires, on nous annonce par ailleurs que cette coalition pourrait être dirigée par Strauss-Kahn. l'actuel directeur du FMI vient de s'illustrer en imposant aux travailleurs de Grèce un plan de rigueur de choc. Il a aussi soutenu le recul de l'âge de départ à la retraite des salariés français prévu par la "réforme" Woerth Sarkozy. Personne ne peut donc se faire d'illusions sur un gouvernement dirigé par un tel personnage.
A l'opposé de cette politique, il nous faut une force politique ouvrière, populaire, anticapitaliste, en mesure de peser sur la situation politique.
C'est pour cet objectif qu'a été constitué le NPA.

Le parti des luttes

C'est par leur mouvement pratique, en partant de la défense de leurs revendications que les travailleurs engageront le mouvement politique menant à la rupture avec le capitalisme.
Dans ces épisodes, le NPA veut être une boussole et un cadre d'organisation : il s'agit d'organiser les travailleurs et la jeunesse pour construire le rapport de forces, faire reculer la bourgeoisie, remettre la perspective socialiste au centre de nos luttes. Nous devons être ceux qui rassemblent largement les travailleurs, loin des querelles politiciennes de ceux qui ne veulent que gérer le système. Il s'agit aussi d'exprimer ouvertement les revendications sans égards pour les appareils petits et grands qui s'y opposent.
En son temps déjà, Marx écrivait : "Parfois, les ouvriers triomphent; mais c'est un triomphe éphémère. Le résultat véritable de leurs luttes est moins le succès immédiat que l'union grandissante des travailleurs". C'est pourquoi, invariablement, la méthode politique du NPA vise à donner la parole à ceux qui ne l'ont pas, à unir la classe ouvrière dans ses profondeurs.

La méthode LKP

Un constat s'impose : depuis 2007, ce n'est qu'en Guadeloupe que le mouvement mouvement ouvrier a pu infliger une défaite significative à Sarkozy, à l'UMP et au patronat.
Cette défaite sarkozyste n'a été possible que parce qu'un front uni des travailleurs de Guadeloupe, avec leurs organisations, a pu être réalisé au sein du LKP. l'existence du LKP a permis de dresser toute la population laborieuse de Guadeloupe face à l'État, au patronat local, dans une grève acharnée et finalement victorieuse - au moins pour un temps.
C'est cette méthode ("le Front Unique") que nous défendons. Le monde du Travail ne peut se défendre efficacement que s'il réalise l'unité de ses rangs, sur la base de revendications claires. Inséparablement, ceci implique d'imposer la rupture des liens multiples qui existent entre les directions du mouvement ouvrier et le gouvernement.
C'est aussi ce qui justifie notre attachement à tout ce qui va dans le sens de l'organisation des travailleurs par eux-mêmes, en premier lieu les comités de grève intégrant les organisations syndicales.

Le parti anti-Sarkozy

Pour importantes qu'elles soient, les luttes ne sont pas tout. Encore faut-il définir une politique visant à chasser le gouvernement UMP, à mettre en place un gouvernement anticapitaliste, un gouvernement des travailleurs. Les travailleurs ne luttent d'ailleurs jamais autant que lorsqu'ils possèdent une perspective politique.
Définir ces perspectives politiques est aussi l'une des missions du NPA.
A chaque étape, nous avons pour objectif d'orienter chaque lutte, petite ou grande, sur le terrain du combat contre le gouvernement, le capitalisme.

Face aux grandes directions du mouvement ouvrier, vautrées dans la collaboration avec Sarkozy, nous défendons une méthode politique visant à l'indépendance du mouvement, à le dresser contre le gouvernement, à refuser toute collaboration avec lui, par exemple le "dialogue social".
C'est en ce sens que le NPA est indépendant du PS comme de ses alliés, Front de Gauche ou autres.

l'internationale...

Les travailleurs ont besoin d'un parti, mais aussi d'une organisation internationale, ne serait-ce que pour coordonner l'action à cette échelle.
Pour une série de raisons historiques, le mouvement ouvrier n'a pu édifier d'Internationale puissante depuis la faillite de l'Internationale Communiste.
La nécessité, donc l'objectif, demeure.
C'est ce qui explique la volonté du NPA d'échanger avec tous les courants, internationaux ou pas, qui se situent sur des bases proches. Notre méthode consiste là encore à combiner l'action pratique (par exemple contre l'UE et ses mesures, pour la sortie de l'OTAN) et les débat de fond (par exemple sur la question des États-Unis Socialistes d'Europe).
Voici brièvement exposés les principes politiques du NPA.
Bien des travailleurs, des jeunes sympathisent avec ces principes. Mais nombre d'entre eux expriment leur scepticisme quant à notre capacité à "y arriver", à construire le puissant parti des travailleurs anticapitaliste, révolutionnaire dont ont besoin les travailleurs de ce pays. Seront-nous en capacité de construire le NPA sur ces bases ? Nul ne peut le dire à l'avance. Il n'en demeure pas moins que ce combat doit être mené, qu'il faut contribuer à réorienter à gauche le mouvement ouvrier. C'est dans ces processus politiques qu'on pourra renforcer le mouvement de résistance à la politique de démolition sociale actuelle.

Plus que jamais, les travailleurs ont besoin d'un parti pour le Socialisme :
rejoignez le NPA !

Signataires :
• Pedro Carrasquedo (NPA Mauléon, 64)
• Jean-Paul Cros (NPA Montpellier PAF, 34)
• Émile Fabrol (NPA Bobigny, 93)
• Pascal Morsu (NPA Fontenay, 94)
• Denis Rivier (NPA St Etienne, 42)

Modifié le vendredi 28 juin 2013

Voir aussi dans la catégorie France

Urgence, pouvoir d’achat et grève générale

Alors qu’il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors q
les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait
voter au Parlement deux... »

« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé
des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant “un dessei
contre la nature”.... »

Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La
présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui
parcourt l'Europe : la... »

Répression, maître-mot de la macronie.

La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »

Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »

Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »